

**PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE**

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES,  
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau de l'environnement

-----  
Installations classées pour la  
protection de l'environnement  
-----

**ARRETE**

**AUTORISATION**

Société ERAM à SAINT PIERRE MONTLIMART

D3 - 98 - n° 510

**Le préfet de Maine-et-Loire,  
chevalier de la Légion d'honneur,**

Vu la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée et notamment son article 18 ;

Vu la demande formulée par M. le Président de la société ERAM, dont le siège social est à SAINT PIERRE MONTLIMART, afin d'être autorisé à exploiter un entrepôt couvert de chaussures et vêtements situé zone d'activité de Bon Air à SAINT PIERRE MONTLIMART ;

Vu les plans annexés au dossier ;

Vu l'arrêté d'enquête publique à laquelle il a été procédé du mercredi 4 février au vendredi 6 mars 1998 inclus sur la commune de SAINT PIERRE MONTLIMART ;

Vu les certificats de publication et d'affichage ;

Vu les délibérations des conseils municipaux de SAINT PIERRE MONTLIMART, MONTREVAULT, LA SALLE ET CHAPELLE AUBRY ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du directeur départemental des services d'incendie et de secours et du chef de centre de l'institut national des appellations d'origine ;

Vu le rapport de l'ingénieur de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, du 26 mars 1998 ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur principal des installations classées, du 26 mars 1998 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du jeudi 2 avril 1998 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

ARTICLE 1er - La société des Chaussures ERAM dont le siège social est à SAINT PIERRE MONTLIMART, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté, à étendre son entrepôt de chaussures et vêtements qu'elle exploite en zone d'activité du Bon air à SAINT PIERRE MONTLIMART, classé sous la rubrique 1510.1 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 2 - Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 1992 autorisant l'exploitation de l'entrepôt existant sont applicables à l'extension.

### ARTICLE 3 -

#### 3.1. Implantation

3.1.1. L'extension consiste en l'adjonction, contre les bâtiments sud existants nommés C et D, d'un bâtiment supplémentaire, pour le stockage de vêtements.

L'extension est conforme au dossier déposé le 22 décembre 1997.

Le bâtiment nommé F a une capacité de stockage de 80 000 m<sup>3</sup> ce qui portera la capacité totale de stockage à 286 000 m<sup>3</sup> pour une quantité totale stockée n'excédant pas 78000 m<sup>3</sup>.

3.1.2. Le nouvel entrepôt est implanté à une distance d'au moins 10 mètres de toute construction extérieure ou dépôt de matières combustibles. L'exploitant prend toutes les mesures utiles pour que ces distances d'isolement soient conservées au cours de l'exploitation.

3.1.3. L'exploitant prend toutes dispositions pour assurer l'intégration paysagère des installations, notamment par la plantation d'un rideau d'arbres destiné à masquer les entrepôts.

#### 3.2. Construction et aménagement

3.2.1. Le bâtiment a une superficie de 9 388 m<sup>2</sup> sur 2 niveaux.

\* niveau 0 - surface 4 694 m<sup>2</sup> - hauteur sous poutre 6 mètres

\* niveau 1 - surface 4 694 m<sup>2</sup> - hauteur sous poutre 12 mètres

3.2.2. La stabilité au feu des structures est d'une demi-heure et d'au moins deux heures pour les cellules porteuses des planchers pour les cellules à deux niveaux. Les planchers sont coupe-feu de degré deux heures.

Les bâtiments C et D sont séparés par des murs coupe-feu de degré deux heures.

Les ouvertures dans ces murs sont fermées par des portes coupe-feu de degré deux heures à fermeture automatique en cas d'incendie.

La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles. La toiture est pare-flamme de degré une demi-heure et ne présente pas d'ouverture, sur une distance de huit mètres comptée à partir du bâtiment voisin.

Toutefois, la toiture comporte au moins sur 2 p. 100 de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées. Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est calculée en fonction, d'une part, de la nature des matières entreposées, d'autre part de la dimension de l'entrepôt ; elle n'est jamais inférieure à 0,5 p. 100 de la surface totale de la toiture.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

L'ensemble de ces éléments est localisé en dehors de la zone des huit mètres sans ouverture visée ci-dessus, et en dehors de la zone de quatre mètres de part et d'autre des murs coupe-feu séparant deux cellules.

### 3.3 Incendie

3.3.1. L'extension de l'entrepôt satisfait aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection des installations classées contre la foudre.

3.3.2. Des moyens de lutte contre l'incendie particuliers tenant compte de la dimension de chaque cellule sont installés :

- Une installation d'extinction automatique protège tous les bâtiments de stockage. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que le déclenchement de cette installation d'extinction soit détecté en période d'inactivité de l'établissement. Cette installation d'extinction est conforme aux normes et règles de l'APSAD.

- La diffusion latérale des gaz chauds est rendue impossible par la mise en place, en partie haute, d'écrans de cantonnements aménagés pour permettre le désenfumage. Dans le cas particulier où la cellule n'est pas directement surmontée par la toiture (plancher haut), l'évacuation des fumées et gaz chauds est assurée par des aménagements spéciaux, dont l'efficacité doit être justifiée.

- La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de quatre mètres de part et d'autre à l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.

- Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.

3.3.3. La défense extérieure contre l'incendie est assurée par les moyens suivants

- Un poteau d'incendie de 150 mm conforme aux normes NFS 61-213 et 62-200, permettant d'assurer un débit de 245 m<sup>3</sup> /heure sous 1 bar de pression dynamique. Ce poteau est situé à une distance de 40 mètres du bâtiment F.

- une réserve d'eau de 360 m<sup>3</sup> distante de 100 mètres du bâtiment F.

- 4 poteaux incendie situés dans un rayon de 200 à 300 mètres des bâtiments.

3.3.4. Le plan d'opération interne doit être actualisé avant le 31 décembre 1998 pour prendre en compte l'extension de l'entrepôt.

3.3.5 Un plan d'établissement répertorié doit être réalisé en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours.

**ARTICLE 4** – Une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de SAINT PIERRE MONTLIMART et un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la porte de ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressée par le maire de SAINT PIERRE MONTLIMART et envoyé à la préfecture.

**ARTICLE 5** – Un avis, informant le public de la présente autorisation, est inséré par les soins de la préfecture et aux frais de M. le Président de la société ERAM dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 6** – Le texte complet du présent arrêté peut être consulté à la préfecture et dans les mairies de SAINT PIERRE MONTLIMART, MONTREVAULT, LA SALLE ET CHAPELLE AUBRY.

**ARTICLE 7** – Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de CHOLET, le maire de SAINT PIERRE MONTLIMART, les inspecteurs des installations classées et le colonel commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 18 mai 1998

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture

Pour ampliation,  
Le chef de bureau délégué

Roger PARENT

Jean-René CHEDIN

**Délai et voie de recours** : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976, la présente décision qui est soumise à un contentieux de pleine juridiction peut être déférée au tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Ce délai est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

S'agissant d'un recours de plein contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il doit être introduit soit devant l'auteur de l'acte (recours gracieux), soit devant le supérieur de l'auteur de l'acte (recours hiérarchique) dans les conditions définies par l'article R 102 du code des tribunaux administratifs.